

§ 2. De openbaarheid van elke klachtendienst, bedoeld in § 1 van dit artikel, wordt gewaarborgd op volgende manier:

- in de informatiedragers betreffende de gewestelijke instellingen, ter beschikking gesteld van de gebruikers van de administratieve diensten van de instellingen, bedoeld in artikel 1 van dit besluit;
- in de formulieren bestemd voor het publiek;
- via de websites van de instellingen bedoeld in artikel 1 van dit besluit;

HOOFDSTUK VI. — *Jaarevaluatie*

Art. 11. Elke klachtendienst stelt jaarlijks een jaarevaluatie op die ten laatste op 31 januari aan de minister van Openbaar Ambt wordt overgegeven.

Die evaluatie herneemt de gegevens uit het geautomatiseerde register bedoeld in artikel 8 van dit besluit, met uitzondering van gegevens betreffende de identiteit van de personen en bevat een toelichting van de genoemde gegevens en van de toepassing van de ordonnantie en dit besluit.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

Art. 12. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 13. De Ministers worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 september 2005.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
belast met Financiën, Begroting,
Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,
G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

B. CEREXHE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
belast met Mobiliteit en Openbare Werken,
P. SMET

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
belast met Leefmilieu, Energie en Waterbeleid,
Mevr. E. HUYTEBROECK

§ 2. La publicité de chaque service des plaintes, visée au § 1^{er} du présent article, est assurée de la manière suivante :

- dans les supports informatifs relatifs aux institutions régionales, mis à la disposition des usagers des services administratifs de chaque institution visée à l'article 1^{er} du présent arrêté;
- dans les formulaires destinés au public;
- par l'intermédiaire du site informatique de chaque institution visée à l'article 1^{er} du présent arrêté.

CHAPITRE VI. — *Evaluation annuelle*

Art. 11. Chaque service des plaintes rédige une évaluation annuelle qu'il transmet au plus tard le 31 janvier au Ministre de la Fonction publique.

Cette évaluation comprend les données contenues dans le registre informatisé visé à l'article 8 du présent arrêté, à l'exception des données concernant l'identité des personnes et contient un commentaire desdites données ainsi que de l'application de l'ordonnance et du présent arrêté.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 13. Les Ministres sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 septembre 2005.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au développement,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,

B. CEREXHE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
chargé de la Mobilité et des Travaux publics,
P. SMET

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau,
Mme E. HUYTEBROECK

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2006 — 846

[C - 2006/31055]

14 JUILLET 2005. — Arrêté 2005/39 du Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil modifié par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale des 18 octobre 2001, 20 décembre 2001 et 4 septembre 2003

Le Collège,

Vu le décret de l'assemblée de la Commission communautaire française du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil, notamment l'article 3, 8°;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil modifié par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française des 18 octobre 2001, 20 décembre 2001 et 4 septembre 2003;

Considérant que, en raison de difficultés techniques rencontrées pour la mise en conformité aux normes architecturales fixées au chapitre IV de l'arrêté du 20 juillet 2000 susvisé, il y a lieu de mettre en place une possibilité de dérogation à certaines de ces normes pour les maisons d'accueil existantes avant l'entrée en vigueur de cet arrêté, afin de permettre la continuité de la prise en charge des résidents;

Vu l'avis de la section « Hébergement » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé, donné le 25 mars 2004;

Vu la délibération du Collège sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 17 mars 2005 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Famille,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Art. 2. Un article 29bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil, modifié par l'arrêté du 20 décembre 2001 :

« Art. 29bis. § 1^{er}. La maison existante à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté qui, en raison d'un agencement particulier ou d'une difficulté technique ou en raison de l'importance des travaux à mettre en œuvre, ne peut se conformer aux normes architecturales fixées au chapitre IV du présent arrêté, peut introduire une demande de dérogation dûment motivée auprès du Ministre compétent, dans les limites suivantes :

1^o pour la norme fixée à l'article 22, alinéa 2 :

a) les chambres familiales peuvent prévoir deux lits individuels accolés (pour les couples) pour autant qu'un espacement de circulation de minimum 50 cm soit réservé de part et d'autre des lits b) les chambres collectives dont les lits non superposables sont séparés les uns des autres par des cloisons en vue de préserver l'intimité des bénéficiaires, doivent observer un espacement de circulation de minimum 50 cm entre le lit et une des cloisons latérales

2^o pour les normes fixées à l'article 27 :

a) outre la surface des salons, salles à manger et salles de jeux, la surface des autres locaux communautaires mis à disposition des bénéficiaires, et ce en fonction de la spécificité du projet collectif, peuvent également être pris en compte pour les surfaces des locaux de séjour;

b) la maison disposant de minimum 80 % des surfaces requises pour ses locaux de séjour doit démontrer, et ce en fonction de la spécificité du projet collectif, que ses espaces répondent bien aux besoins des bénéficiaires.

§ 2. La maison disposant de chambres collectives ou familiales, et dont la surface de locaux de séjour est de 2 m² minimum par bénéficiaire, peut introduire une demande de délai supplémentaire de deux ans pour sa mise en conformité aux normes fixées à l'article 27, moyennant un calendrier et un programme chiffré des travaux envisagés.

§ 3. L'administration instruit la demande de dérogation ou de délai et procède à des visites pour constater d'une part, l'ampleur des infractions aux normes architecturales et d'autre part vérifier la motivation de la demande, constater les difficultés techniques et l'importance des travaux à mettre en œuvre.

Le Ministre soumet la demande de dérogation ou de délai accompagnée du dossier au Conseil consultatif qui donne son avis dans les trois mois de sa saisine.

Le Collège statue sur la demande de dérogation ou de délai et communique sa décision à la maison au plus tard deux mois après l'avis du Conseil consultatif.

§ 4. La dérogation est valable pour la durée de l'agrément. Elle est renouvelable suivant la procédure fixée au § 3 du présent article.

Le délai supplémentaire de deux ans visé au § 2 peut être renouvelé moyennant la mise en œuvre effective d'un programme de travaux évalué périodiquement par l'administration. Ce renouvellement suit la procédure fixée au § 3 du présent article. »

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 2005.

Art. 4. Le Membre du Collège, chargé de l'Action sociale et de la Famille, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 juillet 2005.

Par le Collège :

B. CEREXHE,
Président du Collège

E. KIR,

Membre du Collège chargé de l'Action sociale, de la Famille et du Sport

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2006 — 846

[C — 2006/31055]

14 JULI 2005. — Besluit 2005/39 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het besluit van 20 juli 2000 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende toepassing van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen, gewijzigd bij de besluiten van 18 oktober 2001, 20 december 2001 en 4 september 2003 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Het College,

Gelet op het decreet van 27 mei 1999 van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen, inzonderheid op het artikel 3, 8°;

Gelet op het besluit van 20 juli 2000 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende toepassing van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen, gewijzigd bij de besluiten van 18 oktober 2001, 20 december 2001 en 4 september 2003 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Overwegende dat het, gelet op de veel voorkomende technische problemen bij het in overstemming brengen met de bouwkundige normen die door hoofdstuk IV van het besluit van 20 juli werden vastgesteld, aangewezen is een mogelijkheid tot afwijking van bepaalde van deze normen te voorzien voor de opvangtehuizen die al voor het in werking treden van dit besluit bestonden, opdat de continuïteit van de zorg voor de residenten zou gewaarborgd blijven;

Gelet op het advies van de Afdeling Opvang van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Gezondheid, gegeven op 25 maart 2004;

Gelet op de beraadslaging van het College betreffende het door de Raad van State binnen een termijn van een maand te geven advies;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 17 maart 2005, met toepassing van het artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van het Lid van het College bevoegd voor Sociale Actie en Gezin,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in het artikel 128 van de Grondwet krachtens het artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. In het besluit van 20 juli 2000 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende toepassing van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen, gewijzigd bij het besluit van 20 december 2001 wordt het hierna volgende artikel *29bis* ingevoegd :

« Art. *29bis*. § 1. Elk opvangtehuis dat al bestond op de dag van het in werking treden van dit besluit en wegens een bijzondere inrichting, een technisch probleem of de grote omvang van de uit te voeren werken, niet in overstemming kan worden gebracht met de bouwkundige normen die door hoofdstuk IV van het besluit van 20 juli worden opgelegd, kan een degelijk gemotiveerde aanvraag om afwijking indienen bij het bevoegde Lid van het College, binnen de volgende perken :

1° voor de norm opgelegd door artikel 22, tweede lid :

a) in gezinskamers mogen twee tegen elkaar geschoven éénpersoons bedden staan (voor koppels) voorzover er aan beide kanten van de bedden minstens 50 cm loopruimte vrij blijft

b) in gemeenschappelijke kamers met éénpersoons bedden die van elkaar gescheiden zijn door wanden die de privacy van de begunstigden beschermen moet er minstens 50 cm loopruimte vrij blijven tussen het bed en een van de wanden

2° voor de normen opgelegd door artikel 27 :

a) naast de oppervlakte van de salons, eetkamers en speelkamers, kan voor de berekening van de oppervlakte van de verblijfslokalen, en in functie van de specifieke kenmerken van het gemeenschappelijk project, ook rekening worden gehouden met de oppervlakte van de andere gemeenschappelijke verblijfsruimten die ter beschikking van de begunstigden worden gesteld;

b) een tehuis met verblijfslokalen met een oppervlakte van minstens 80 % van de vereiste oppervlakte moet, in functie van de specifieke kenmerken van het gemeenschappelijk project, bewijzen dat deze ruimten en lokalen wel beantwoorden aan de noden van de begunstigden.

§ 2. Elk opvangtehuis met gemeenschappelijke of gezinskamers en met verblijfslokalen waarvan de oppervlakte minstens 2 m² per begunstigde bedraagt, kan een aanvraag indienen voor het verkrijgen van een bijkomende termijn van twee jaar voor het in overstemming brengen met de bouwkundige normen die door artikel 27 worden opgelegd.

Aan voornoemde aanvraag moet een programma van de overwogen werken worden toegevoegd, met tijdsplanning en kostprijs berekening.

§ 3. De administratie onderzoekt de aanvraag om afwijking of om verlenging van termijn en ze voert plaatsbezoeken uit om, enerzijds, de omvang van de overtreding van de bouwkundige normen vast te stellen, en, anderzijds, de motivering van de aanvraag te controleren en de technische problemen en het volume van de uit te voeren werken vast te stellen.

Het bevoegde Lid van het College legt de aanvraag om afwijking of om verlenging van termijn en het dossier voor aan de Adviesraad die binnen de drie maanden advies moet geven.

Ten laatste twee maanden na dat de Adviesraad advies heeft gegeven moet het College zijn beslissing aan het opvangtehuis mededelen.

§ 4. De afwijking geldt voor de duur van de erkenning. Hernieuwing van de afwijking kan verkregen worden volgens de procedure vastgesteld in § 3 van dit artikel.

De in § 2 bedoelde bijkomende termijn van twee jaar kan worden hernieuwd indien er effectief een programma van werken wordt uitgevoerd dat periodiek wordt geëvalueerd door de administratie. Voor deze hernieuwing wordt de in § 3 van dit artikel bedoelde procedure gevolgd. »

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2005.

Art. 4. Het Lid van het College, bevoegd voor Sociale Actie en Gezin, wordt met de uitvoering van dit besluit belast.

Brussel, 14 juli 2005.

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

B. CEREXHE,

Voorzitter van het College.

E. KIR,

Lid van het College bevoegd voor Sociale Actie, Gezin en Sport

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2006 — 847

[C - 2006/31054]

14 JUILLET 2005. — Arrêté 2005/263 portant exécution du décret de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 décembre 2003 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services pour les missions d'aide, d'une part aux victimes et à leurs proches et, d'autre part, aux inculpés et condamnés en liberté, aux ex-détenus et à leurs proches

Le Collège,

Vu L'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 4, 3°, du décret II du 19 juillet 1993 de la Communauté française attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française et l'article 4, 3°, du décret III du 22 juillet 1993 de la Commission communautaire française attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 décembre 2003 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services pour les missions d'aide, d'une part aux victimes et à leurs proches et, d'autre part, aux inculpés et condamnés en liberté, aux ex-détenus et à leurs proches,

Vu l'avis de la Section Services ambulatoires du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé, donné le 3 juin 2004;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 octobre 2004;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 17 décembre 2004;

Vu La délibération du Collège sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 16 février 2005 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat Sur la proposition du Membre du Collège, chargé de l'Action Sociale, de la Famille et du Sport;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° Le service : service pour les missions d'aide, d'une part aux victimes et à leurs proches et, d'autre part, aux inculpés et condamnés en liberté, aux ex-détenus et à leurs proches;

2° Le Collège : le Collège de la Commission communautaire française;

3° Le Ministre : le Membre du Collège, qui a l'aide aux victimes, inculpés et condamnés en liberté, aux ex-détenus et à leurs proches, dans ses attributions;

4° Conseil consultatif : la Section « Services ambulatoires » du Conseil consultatif bruxellois; francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé;

5° L'Administration : les services du Collège.